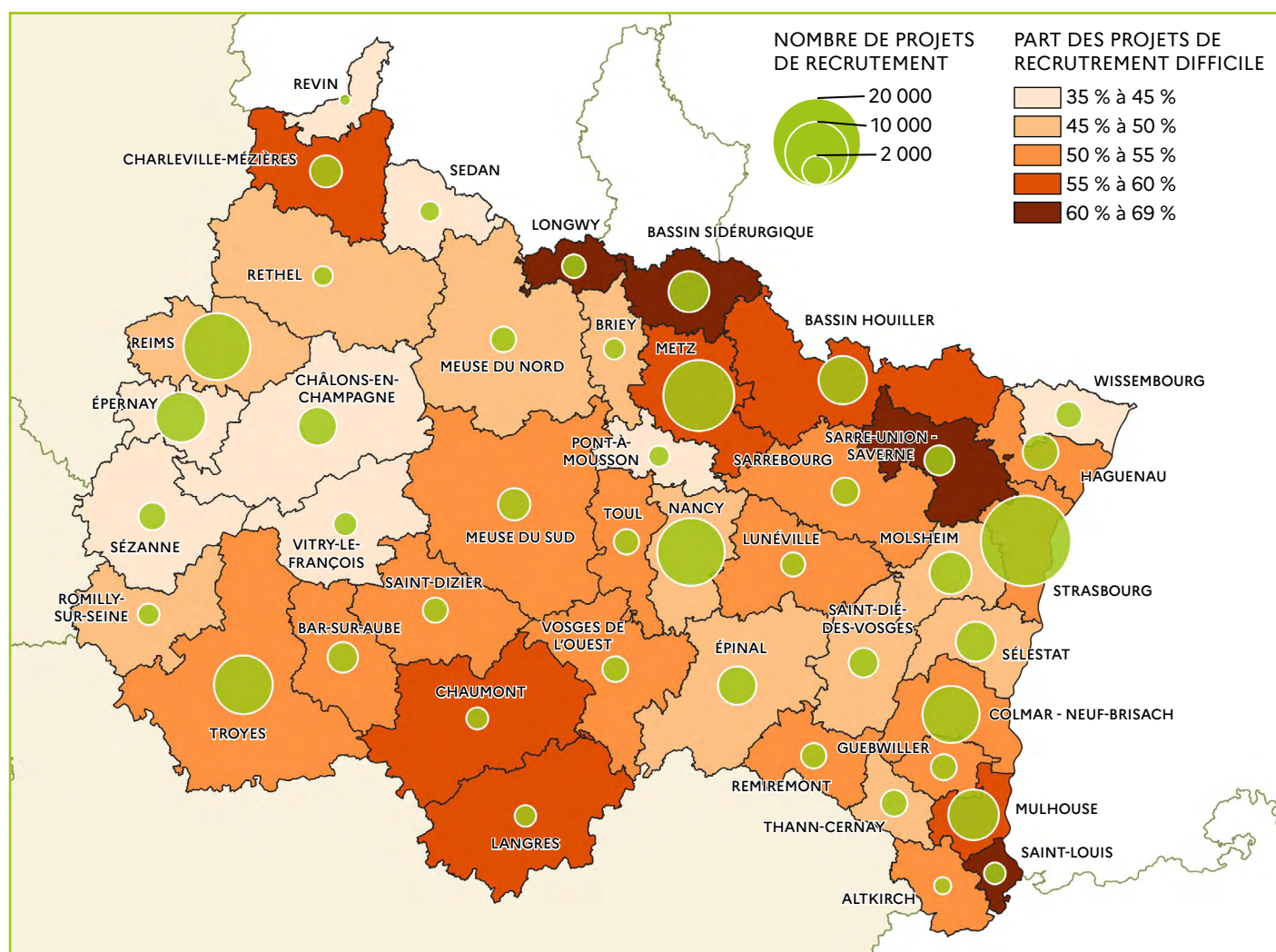


LES BESOINS EN MAIN-D'ŒUVRE DE 2020 À 2025 DANS LE GRAND EST

L'étude des projets de recrutement et celle des difficultés de recrutement sont un élément complémentaire pour analyser le marché du travail. Cette analyse des projets de recrutement est possible à partir de l'enquête BMO (besoins en main-d'œuvre). Il s'agit d'une initiative de France Travail, réalisée depuis 2001, avec le concours du Crédoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie). Elle mesure les intentions de recrutement des employeurs pour l'année à venir. Cette enquête est un élément essentiel de connaissance du marché du travail y compris à un niveau infra-départemental. Réalisés en fin d'année 2024, les résultats de l'enquête sur les projets de recrutement ont été publiés au premier trimestre 2025.

CARTE 1 : PROJETS DE RECRUTEMENT EN 2025 PAR BASSIN D'EMPLOI ET PART DES PROJETS DE RECRUTEMENT DIFFICILE



Source : France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2025

Dans le Grand Est, le nombre de projets de recrutements s'élève à 164 740 pour 2025 soit 14,8 % de moins qu'en 2024. En France métropolitaine, la baisse est de 12,8 %. Toutes les régions enregistrent des reculs supérieurs à 10 %. Le niveau de difficulté à recruter a diminué dans la plupart des régions en 2025 sauf en Bourgogne-Franche-Comté (+1,6 point). La part des emplois saisonniers est en hausse dans un grand nombre de régions, particulièrement en Bourgogne-Franche-Comté (+5,3 points), dans les Hauts-de-France (+4,6 points) et en Auvergne-Rhône-Alpes (+4,1 points). Au niveau de la France métropolitaine la progression est de 1,2 point.

Dans le Grand Est, les difficultés à recruter (DAR) les plus importantes concernent des métiers liés au vieillissement de la population (aides à domicile et auxiliaire de vie, 80,1 % soit 3 570 projets DAR). Des

difficultés de recrutement très élevées apparaissent également pour des métiers manuels du BTP nécessitant des compétences et un niveau d'expérience élevé notamment pour les couvreurs (93,6 % soit 780 projets DAR), les maçons qualifiés (83,7 % soit 980 projets DAR), les conducteurs de travaux et chefs de chantier non-cadres (81,3 % soit 640 projets DAR) et les plombiers chauffagistes (81,1 % soit 1 060 projets DAR). Les métiers de bouche sont également très demandeurs de main-d'œuvre notamment les bouchers (82,7 % soit 520 projets DAR) et les chefs cuisiniers (81,3 % soit 480 projets DAR). Les métiers du transport éprouvent aussi de fortes difficultés à recruter (conducteurs de transport en commun sur route : 90,6 % soit 850 projets DAR).

L'ÉTAT ENGAGÉ DANS LE GRAND EST POUR RÉDUIRE LES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT



Les tensions de recrutement restent prégnantes en Grand Est avec des projections préoccupantes d'ici à 2030, notamment dans les métiers du bâtiment, les services aux particuliers, la santé et l'industrie.

Aussi, l'État et ses partenaires restent mobilisés pour agir sur ces situations au plus près des besoins des territoires, dans la continuité du plan de réduction des tensions de recrutement, lancé fin septembre 2021 et qui s'est poursuivie par la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi.

Cette ambition est tout d'abord portée par la stratégie régionale. Les métiers en tension font en effet l'objet d'une attention prioritaire dans le cadre stratégique fixé par l'État et la Région

(contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles, schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation, COP Grand Est Région verte, conférence sociale régionale). Parmi ces cadres stratégiques, la conférence sociale régionale s'est notamment donnée pour objectif d'agir sur l'attractivité des métiers de l'humain ainsi que la fidélisation des salariés par la mobilisation de différents leviers dont la montée en compétences et l'amélioration des conditions de travail.

Elle est ensuite déclinée dans le cadre de la gouvernance renouvelée du réseau pour l'emploi. Ainsi, la feuille de route du Comité régional pour l'emploi donne pour mission à l'instance de mieux articuler les champs de l'emploi et de la formation avec les enjeux du développement économique, dans l'objectif de renforcer la réponse aux besoins des entreprises, notamment pour les TPE / PME, et en priorisant les filières en tension. Pour ce faire, le choix de la proximité a été fait en Grand Est avec 39 comités locaux et 42 « task-force entreprises » qui ciblent spécifiquement la lutte contre les tensions de recrutement dans leurs feuilles de route et fiches actions. Plus de 80 actions dédiées à l'accompagnement des entreprises sont mises en œuvre par ces comités. Ces actions sont également soutenues par le réseau des délégués à l'accompagnement des entreprises et des parcours professionnels (DARP), présents dans chaque département. Ce réseau a pour mission d'accompagner les entreprises ayant des besoins de recrutement.

Pour agir, il faut aussi des moyens. C'est l'objet du Pacte régional d'investissement dans les compétences (PRIC), véritable pilier formation de la réforme pour l'emploi et correspondant à une contractualisation de l'État avec le Conseil régional Grand Est, compétent en matière de formation professionnelle des demandeurs d'emploi.

L'un des axes prioritaires du PRIC correspond à la réponse aux tensions de recrutement à l'échelle des territoires et en lien avec les entreprises. Ainsi, en 2024, sur 15 665 stagiaires bénéficiaires de formation financées par le PRIC, plus de la moitié ont bénéficié aux secteurs identifiés comme les plus en tension : sanitaire et social (17 %), transport / logistique (14 %), BTP (14 %), industrie (8 %). En 2025, le PRIC représente un engagement financier de 163,63 millions d'euros dont 90 millions d'euros au titre du socle régional (55 %) et 73,63 millions d'euros versé par l'État (45 %).

Par ailleurs, en lien avec les organisations et branches professionnelles, la Dreets mène des actions de développement de l'emploi et des compétences (EDEC) pour contribuer à l'attractivité des métiers et à la marque employeur. Elle développe également, en lien avec les OPCO et le Conseil régional, la VAE hybride dans les métiers du soin. Les services déconcentrés de l'État avec l'ensemble des partenaires de l'emploi et en premier lieu France Travail, portent également une attention prioritaire en faveur de l'intégration des primo-arrivants sur des métiers en tension.

Louis Mazari,

Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Grand Est par intérim

PROJETS DE RECRUTEMENT

En 2025, le Grand Est comptabilise 28 580 projets de recrutement en moins qu'en 2024

La baisse des projets de recrutement engagée en 2024 se poursuit en 2025. Sur la période de 2022 à 2025, le Grand Est enregistre 51 720 projets de recrutement de moins. Sur l'ensemble de la France métropolitaine le recul s'élève à 608 000 projets de recrutement. En 2024, les projets de

recrutement baissent de 346 000 en France métropolitaine et de 28 580 dans le Grand Est. En France, comme au niveau régional, le nombre de projets de recrutement retrouve un niveau proche de celui de 2018. Il reste sensiblement supérieur au nombre de projets de recrutement comptabilisé entre 2014 et 2017. Ainsi, le nombre de projets de recrutement est supérieur de 21 % dans le Grand Est en 2025, par rapport à son niveau de 2016.

TABLEAU 1 : NOMBRE ET PART (EN %) DE PROJETS DE RECRUTEMENT PAR RÉGION DE 2020 À 2025

Région	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Part en 2025
Île-de-France	528 590	477 330	532 980	524 470	489 910	440 900	18,7
Centre-Val de Loire	94 340	82 220	93 080	103 450	100 330	86 270	3,7
Bourgogne-Franche-Comté	98 620	94 260	105 420	107 790	99 450	87 350	3,7
Normandie	128 230	112 510	124 640	139 750	125 340	111 810	4,8
Hauts-de-France	232 760	203 220	225 090	207 050	176 530	157 690	6,7
Grand Est	200 340	185 280	216 480	203 240	193 320	164 740	7,0
Pays de la Loire	210 540	199 700	209 810	204 910	189 340	168 770	7,2
Bretagne	148 490	138 820	162 340	163 100	152 650	131 730	5,6
Nouvelle Aquitaine	307 280	296 940	330 610	337 660	312 890	269 420	11,5
Occitanie	270 360	246 590	277 010	279 940	261 810	217 960	9,3
Auvergne-Rhône-Alpes	367 070	323 540	362 670	370 050	321 710	275 190	11,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	281 580	256 060	291 000	277 700	247 630	215 330	9,2
Corse	26 270	26 200	28 690	29 260	27 180	24 450	1,0
France métropolitaine	2 894 470	2 642 670	2 959 820	2 948 370	2 698 090	2 351 610	100,0

Source : France Travail, enquêtes Besoins en main-d'œuvre 2020, 2021, 2022, 2023, 2024 et 2025

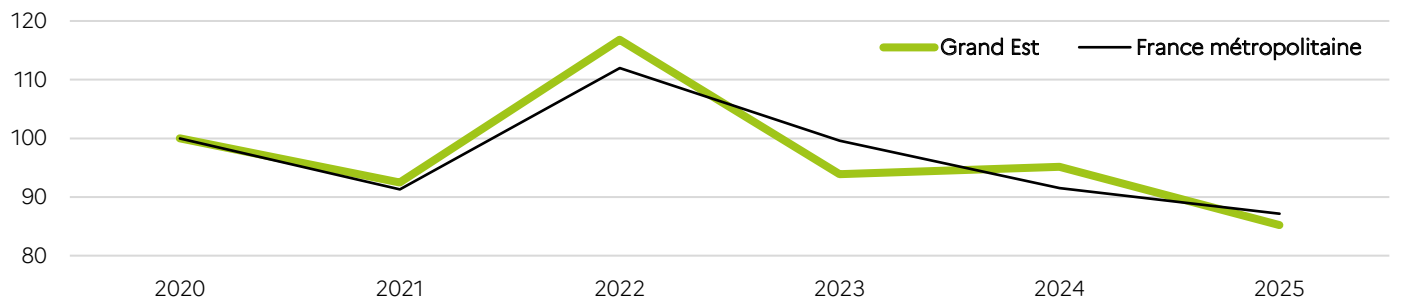
Sources et méthodes

● Projets de recrutement

- L'enquête « Besoins en main-d'œuvre » (BMO) est réalisée chaque année depuis 2002, à l'initiative de France Travail. Outil d'aide à la décision, cette enquête apporte un éclairage inédit sur les attentes et les difficultés rencontrées par les employeurs en matière de recrutement. Elle mesure en effet les intentions de recrutement des employeurs pour l'année à venir, qu'il s'agisse de créations de postes ou de remplacements, ainsi que l'importance des difficultés envisagées et le recours à l'emploi saisonnier.
- L'enquête Besoins en Main-d'œuvre (BMO) est une initiative de France Travail, réalisée avec l'ensemble des directions régionales et le concours du CRÉDOC. L'enquête BMO est avant tout un outil d'aide à la décision pour France Travail qui peut ainsi mieux connaître les intentions des établissements en matière de recrutement et adapter l'effort de financement pour les formations des métiers en tension.
- L'enquête BMO 2025 a été réalisée entre octobre et décembre 2024 dans les 13 régions métropolitaines et 5 départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte). Le champ de cette seizième vague est le même que l'an dernier, soit d'une part les établissements relevant du secteur privé et, d'autre part : les établissements de 0 salarié ayant émis au moins une déclaration d'embauche au cours de la période récente, les établissements du secteur agricole, les établissements du secteur public relevant des collectivités territoriales (communes, régions...), les établissements publics administratifs (syndicats intercommunaux, hôpitaux, écoles...) et pour finir les officiers publics ou ministériels (notaires...).
- L'enquête ne comprend donc ni les administrations de l'État (ministères, police, justice...), ni certaines entreprises publiques (Banque de France...). Le questionnaire soumis aux employeurs couvre une liste de 217 métiers qui correspond aux familles professionnelles (FAP) et se décline en six versions différentes, afin d'ajuster la liste de métiers proposée au secteur d'activité de l'établissement. Sur les 2 419 049 établissements entrant dans le champ de l'enquête, 1 786 449 ont ainsi été interrogés, par voie postale, web ou téléphonique. Un dispositif spécifique permet d'interroger les plus grands groupes, afin de prendre en compte leur politique de recrutement centralisée. Au global, 445 932 réponses ont été collectées et exploitées pour la France entière. Les résultats ont ensuite été redressés pour être représentatifs de l'ensemble des établissements, à l'aide d'une procédure de type calage sur marges définies à partir de la structure de la population-mère des établissements.
- Les difficultés de recrutement : le nombre de projets jugés difficiles
- Qu'est-ce que c'est ?
- Pour anticiper les difficultés de recrutement, l'indicateur fourni par l'enquête est celui du nombre de projets de recrutement jugés difficiles par les employeurs (exprimé aussi en part).

Le Grand Est et la France métropolitaine suivent pratiquement la même trajectoire entre 2020 et 2025. Les baisses et les phases de rebond sont légèrement plus marquées dans le Grand Est.

GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DES PROJETS DE RECRUTEMENT DANS LE GRAND EST ET EN FRANCE MÉTROPOLITAINE DE 2020 À 2025



Source : France Travail, enquêtes Besoins en main-d'œuvre 2020, 2021, 2022, 2023, 2024 et 2025 / Base 100 en 2020

En 2025, le Grand Est enregistre la seconde plus forte baisse du nombre de projets de recrutement au niveau des régions de France métropolitaine

Le nombre de projets de recrutement diminue de 12,8 % entre 2024 et 2025 en France métropolitaine. Le Grand Est enregistre la seconde plus forte baisse (-14,8 %) au niveau des régions de France métropolitaine derrière l'Occitanie (-16,7 %).

La baisse des projets de recrutement débute en 2023. D'abord limitée à certaines régions comme les Hauts-de-France (-8 %), le Grand Est (-6,1 %) et la Provence-Alpes-Côtes d'Azur (-4,6 %), elle touche toutes les régions en 2024 et s'intensifie en 2025 (-12,8 % au niveau France métropolitaine). Entre de 2020 et 2025, toutes les régions ont un déficit de projets de recrutement. La région Grand Est est partiellement épargnée par rapport à des régions aux mêmes caractéristiques (Pays de la Loire).

TABLEAU 2 : ÉVOLUTIONS (EN %) DES PROJETS DE RECRUTEMENT PAR RÉGION DEPUIS 2020

Région	2020 / 2021	2021 / 2022	2022 / 2023	2023 / 2024	2024 / 2025
Île-de-France	-9,7	11,7	-1,6	-6,6	-10,0
Centre-Val de Loire	-12,8	13,2	11,1	-3,0	-14,0
Bourgogne-Franche-Comté	-4,4	11,8	2,2	-7,7	-12,2
Normandie	-12,3	10,8	12,1	-10,3	-10,8
Hauts-de-France	-12,7	10,8	-8,0	-14,7	-10,7
Grand Est	-7,5	16,8	-6,1	-4,9	-14,8
Pays de la Loire	-5,1	5,1	-2,3	-7,6	-10,9
Bretagne	-6,5	16,9	0,5	-6,4	-13,7
Nouvelle Aquitaine	-3,4	11,3	2,1	-7,3	-13,9
Occitanie	-8,8	12,3	1,1	-6,5	-16,7
Auvergne-Rhône-Alpes	-11,9	12,1	2,0	-13,1	-14,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-9,1	13,6	-4,6	-10,8	-13,0
Corse	-0,3	9,5	2,0	-7,1	-10,0
France métropolitaine	-8,7	12,0	-0,4	-8,5	-12,8

Source : France Travail, enquêtes Besoins en main-d'œuvre 2020, 2021, 2022, 2023, 2024 et 2025

Évolution positive

Les projets de recrutement progressent dans trois secteurs du Grand Est en 2025

Sur un nombre important de secteurs, les baisses de projets de recrutement sont plus marquées dans le Grand Est qu'au plan national. En revanche pour certains comme

l'industrie chimique, pharmaceutique et raffinages (+4,4 %), matériel de transport (+12 %) et administration publique, enseignement (6,9 %), davantage de projets de recrutement sont déclarés dans le Grand Est en 2025 alors qu'au niveau national les projets de recrutement sur ces mêmes secteurs sont en baisse.

Dans le Grand Est, entre 2024 et 2025, la diminution du nombre de projets de recrutement est supérieure à 2 000 dans plusieurs secteurs : celui des activités financières et d'assurance, celui des services scientifiques, techniques, administratifs et de soutien, le secteur de l'hébergement et restauration et celui de la construction. Ces 4 secteurs sont également en diminution au niveau national. La baisse dans les activités financières et d'assurance est bien davantage marquée au niveau régional.

Au niveau national, tous les secteurs enregistrent un recul des projets de recrutement entre 2024 et 2025, notamment la construction (-47 000), l'hébergement et la restauration (-48 500) et le secteur des services scientifiques, techniques, et administratifs (-56 000). Sur la période 2023 / 2025, deux secteurs enregistrent une progression des projets de recrutement (administration publique, enseignement : + 7 %) et matériel de transport : + 4 %).

TABLEAU 3 : PROJETS DE RECRUTEMENT PAR SECTEUR : COMPARAISON GRAND EST / FRANCE ENTIÈRE

Secteur	Grand Est			France entière		
	2024	2025	Évolution 2024 / 25 (en %)	2024	2025	Évolution 2024 / 25 (en %)
Agriculture	28 090	27 600	-1,7	225 830	202 200	-10,5
Industrie agroalimentaire	8 070	6 500	-19,5	86 820	78 040	-10,1
Textile, habillement, cuir, chaussure	630	440	-30,2	10 690	7 110	-33,5
Travail du bois, papier et imprimerie	1 130	950	-15,9	10 780	9 060	-16,0
Industrie chimique, pharmaceutique & raffinage	680	710	4,4	12 740	11 300	-11,3
Caoutchouc, plastique & minéraux non métalliques	1 170	940	-19,7	15 530	11 860	-23,6
Métallurgie et produits métalliques	3 210	2 340	-27,1	27 120	22 300	-17,8
Équipement électrique, électronique, informatique	2 760	2 070	-25,0	25 700	21 780	-15,3
Matériel de transport	1 080	1 210	12,0	15 200	14 110	-7,2
Autres industries manufacturières	2 330	2 010	-13,7	28 020	22 250	-20,6
Industries extractives, énergie & gestion des déchets	2 110	1 440	-31,8	26 580	18 660	-29,8
Construction	17 200	12 010	-30,2	213 850	166 840	-22,0
Commerce & réparation automobile	3 330	2 460	-26,1	42 930	33 900	-21,0
Commerce de gros	5 640	4 570	-19,0	75 110	63 670	-15,2
Commerce de détail	14 400	13 140	-8,8	205 170	183 760	-10,4
Transports et entreposage	6 580	5 590	-15,0	103 930	90 380	-13,0
Hébergement et restauration	20 960	16 050	-23,4	385 370	336 850	-12,6
Information et communication	2 930	2 010	-31,4	90 450	71 040	-21,5
Activités financières et d'assurance	5 300	2 640	-50,2	51 570	40 670	-21,1
Activités immobilières	1 750	1 530	-12,6	28 060	26 700	-4,8
Services scientifiques, techniques, admnistratifs	20 320	16 300	-19,8	391 290	335 170	-14,3
Administration publique, enseignement	9 320	9 960	6,9	164 140	158 350	-3,5
Santé humaine et action sociale	22 540	22 520	-0,1	330 730	317 520	-4,0
Autres activités de services	11 800	9 780	-17,1	214 090	189 520	-11,5
Total	193 320	164 740	-14,8	2 781 690	2 433 020	-12,5

Baisse du Grand Est supérieure à la baisse de la France

Augmentation des projets de recrutement

Source : France Travail, enquêtes Besoins en main-d'œuvre 2024 et 2025

Après le pic de 2022, la baisse des projets de recrutement concerne tous les départements du Grand Est

Entre 2020 et 2022, le nombre de projets de recrutement

progresses dans le Grand Est (+16 140). Cette augmentation touche la plupart des départements. Entre 2023 et 2025, le recul des projets de recrutement est de 38 500 dans le Grand Est et concerne tous les départements.

TABLEAU 4 : NOMBRE DE PROJETS DE RECRUTEMENT PAR DÉPARTEMENT DE 2020 À 2025

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ardennes	6 190	6 000	6 820	5 910	6 840	5 160
Aube	15 130	14 510	15 060	14 870	13 850	12 690
Marne	34 580	32 840	35 280	33 770	32 240	25 710
Haute-Marne	4 820	4 600	5 850	5 570	4 910	4 120
Meurthe-et-Moselle	22 300	20 250	25 110	22 270	21 070	18 980
Meuse	5 950	5 630	6 010	5 240	5 690	4 430
Moselle	28 870	27 760	32 480	30 400	28 100	25 630
Bas-Rhin	43 830	38 820	49 320	46 950	44 080	37 500
Haut-Rhin	28 110	25 000	27 330	26 490	25 320	20 980
Vosges	10 570	9 870	13 220	11 790	11 230	9 540
Grand Est	200 340	185 280	216 480	203 240	193 320	164 740

Source : France Travail, enquêtes Besoins en main-d'œuvre 2020, 2021, 2022, 2023, 2024 et 2025

Le recul des projets de recrutement est sensible en 2025

Entre 2024 et 2025, le nombre de projets de recrutement diminue de 14,8 % dans le Grand Est. Les départements dont le nombre de projets avait progressé en 2024, sont ceux qui enregistrent les baisses les plus importantes en 2025. Depuis 2023, les progressions annuelles du nombre de

projets de recrutement concernent peu de département, hormis les départements des Ardennes et de la Meuse qui enregistrent une hausse des projets en 2024. Tous les autres départements enregistrent un recul des projets de recrutement depuis 2023, particulièrement dans les secteurs de la métallurgie et produits métalliques (-32 %), du travail du bois, papier et imprimerie (-33 %), de la construction (-35 %) et des transports et entreposage (-40 %).

TABLEAU 5 : ÉVOLUTIONS (EN %) DES PROJETS DE RECRUTEMENT PAR DÉPARTEMENT DEPUIS 2020

	2020 / 2021	2021 / 2022	2022 / 2023	2023 / 2024	2024 / 2025
Ardennes	-3,1	13,7	-13,3	15,7	-24,6
Aube	-4,1	3,8	-1,3	-6,9	-8,4
Marne	-5,0	7,4	-4,3	-4,5	-20,3
Haute-Marne	-4,6	27,2	-4,8	-11,8	-16,1
Meurthe-et-Moselle	-9,2	24,0	-11,3	-5,4	-9,9
Meuse	-5,4	6,7	-12,8	8,6	-22,1
Moselle	-3,8	17,0	-6,4	-7,6	-8,8
Bas-Rhin	-11,4	27,0	-4,8	-6,1	-14,9
Haut-Rhin	-11,1	9,3	-3,1	-4,4	-17,1
Vosges	-6,6	33,9	-10,8	-4,7	-15,0
Grand Est	-7,5	16,8	-6,1	-4,9	-14,8

Source : France Travail, enquêtes Besoins en main-d'œuvre 2020, 2021, 2022, 2023, 2024 et 2025

Évolution positive

Le recul des projets de recrutement entre 2023 et 2025 touchent la majeure partie des secteurs dans les départements du Grand Est

Les progressions de projets de recrutement concernent peu de secteurs au niveau départemental. Pour le secteur de la fabrication de matériel de transport, la progression est notable en Moselle. Dans le secteur de l'administration publique et enseignement, et pour le secteur privé, la hausse concerne 6 départements de manière plus ou moins marquée.

Les baisses sont particulièrement sensibles dans le secteur de la métallurgie et produits métalliques (-51 % dans la Marne, -50 % dans la Meuse et -49 % dans les Ardennes), du travail du bois, papier et imprimerie (-74 % dans l'Aube, -48 % dans le Haut-Rhin et -47 % en Meurthe-et-Moselle), de la construction (-46 % dans les Ardennes et dans la Marne) et des transports et entreposage (-59 % dans le Haut-Rhin, -57 % dans la Meuse, -55 % en Meurthe-et-Moselle et -50 % dans les Ardennes).

TABEAU 6 : ÉVOLUTION (EN %) DU NOMBRE DE PROJETS DE RECRUTEMENT PAR DÉPARTEMENT ET SECTEUR ENTRE 2023 ET 2025

Secteur	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Bas-Rhin	Haut-Rhin	Vosges	Grand Est	Nb de projets en 2025
Agriculture	-18	18	-18	-30	-16	23	44	32	-10	-56	-5	27 600
Santé humaine et action sociale	-8	-32	-38	-32	-3	-33	-18	-35	-7	28	-19	22 520
Services scientifiques, techniques, administratif & soutien	-13	-38	-41	-59	-19	-57	-19	-38	-22	-33	-31	16 300
Hébergement et restauration	-31	-16	-3	-36	-11	43	-25	-25	-16	-35	-20	16 050
Commerce de détail	56	-11	-23	-6	-6	-17	-9	-2	-12	-38	-10	13 140
Construction	-46	-52	-46	30	-39	-25	-21	-39	-42	-32	-35	12 010
Administration publique, enseignement	63	6	-10	47	44	0	-10	-1	18	-21	7	9 960
Autres activités de services	-33	-52	-33	-14	-18	-10	-28	-6	-31	39	-18	9 780
Industrie agroalimentaire	23	-51	-35	-37	-30	-45	23	5	61	82	-13	6 500
Transports et entreposage	-50	-44	-12	-48	-55	-57	-18	-37	-59	-45	-40	5 590
Commerce de gros	144	100	5	17	27	100	-42	-11	-43	-37	-7	4 570
Activités financières et d'assurance	25	-62	-38	-50	2	67	-4	-5	-36	-50	-18	2 640
Commerce & réparation automobile	-30	-21	-19	0	-34	-40	-11	-32	-20	-32	-25	2 460
Métallurgie et produits métalliques	-49	0	-21	-51	-21	-50	-8	-27	-42	-20	-32	2 340
Équipement électrique, électronique, informatique & machines	60	-10	-20	-60	21	-100	-32	-34	-29	88	-24	2 070
Autres industries manufacturières	25	20	56	-29	-19	-40	-31	-40	-36	26	-20	2 010
Information et communication	-67	-50	-22	0	-19	0	-36	-16	-60	-67	-25	2 010
Activités immobilières	0	-50	64	-33	-52	200	-35	128	-28	-40	-1	1 530
Industries extractives, énergie & gestion des déchets	-23	-45	-60	-80	-41	50	58	-8	-55	-46	-23	1 440
Matériel de transport	0	-50	-45	-67	-24	-46	147	10	-50	0	4	1 210
Travail du bois, papier et imprimerie	0	-74	-17	-33	-47	0	0	-20	-48	-14	-33	950
Caoutchouc, plastique & minéraux non métalliques	20	0	-23	-50	-20	350	-5	-41	-50	-79	-27	940
Industrie chimique, pharmaceutique & raffinage	50	40	-60	0	-43	100	-6	-22	-29	0	-19	710
Textile, habillement, cuir, chaussure	0	-27	-50	0	-50	0	0	83	-14	-22	-8	440
Total	-13	-15	-24	-26	-15	-15	-16	-20	-21	-19	-19	164 770

Source : France Travail, enquêtes Besoins en main-d'œuvre 2023, 2024 et 2025

 Projets de recrutement en hausse

Projets de recrutement en recul sur la plupart des secteurs entre 2023 et 2025 dans le Grand Est

Sur la période 2018 à 2020, dans la plupart des secteurs le nombre de projets de recrutement a progressé, particulièrement dans la construction (+49,4 %), dans les activités financières et d'assurance (+34,7 %), dans le commerce et la réparation automobile (+43,0 %), dans le secteur du caoutchouc, plastique et minéraux non métalliques (+41,7 %), celui des autres industries manufacturières (+50,9 %) et dans l'industrie chimique, pharmaceutique et raffinage (+46,9 %). Entre 2023 et 2025, les projets de recrutement sont en

recul dans de nombreux secteurs, notamment dans les secteurs des services scientifiques, techniques, administratifs et soutien (-31,1 %), de la construction (-35,5 %), des transports et entreposage (-39,6 %), de la métallurgie et produits métalliques (-31,8 %) et du travail du bois, papier et imprimerie (-32,6 %). Sur cette période, les projets de recrutement progressent seulement dans deux secteurs : administration publique et enseignement (+6,5 %) et matériel de transport (+4,3 %).

Les secteurs commerce de gros et textile, habillement, cuir, chaussure enregistrent des baisses sur les deux périodes (respectivement -24,2 %, -7,5 % et -2,7 %, -8,3 %).

TABLEAU 7 : NOMBRE ET ÉVOLUTIONS (EN %) DES PROJETS DE RECRUTEMENT PAR SECTEUR DANS LE GRAND EST ENTRE 2018 ET 2025

Secteur	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Évol. 2018 2020	Évol. 2023 2025
Agriculture	29 500	33 790	33 600	33 970	30 840	28 980	28 090	27 600	13,9	-4,8
Santé humaine et action sociale	21 010	22 380	23 770	24 040	28 870	27 930	22 540	22 520	13,1	-19,4
Services scientifiques, techniques, administratifs & soutien	20 750	25 050	25 840	22 140	24 580	23 660	20 320	16 300	24,5	-31,1
Hébergement et restauration	13 450	14 740	16 070	12 750	19 230	20 070	20 960	16 050	19,5	-20,0
Commerce de détail	13 500	15 860	16 380	14 930	16 720	14 580	14 400	13 140	21,3	-9,9
Construction	10 670	13 800	15 940	15 050	20 290	18 610	17 200	12 010	49,4	-35,5
Administration publique, enseignement	9 000	8 760	10 280	11 810	11 220	9 350	9 320	9 960	14,2	6,5
Autres activités de services	13 740	13 570	13 820	11 930	13 050	11 960	11 800	9 780	0,6	-18,2
Industrie agroalimentaire	6 070	6 200	6 530	4 950	7 360	7 470	8 070	6 500	7,6	-13,0
Transports et entreposage	6 210	8 540	6 930	6 230	9 440	9 250	6 580	5 590	11,6	-39,6
Commerce de gros	6 310	6 450	4 780	5 110	5 890	4 940	5 640	4 570	-24,2	-7,5
Activités financières et d'assurance	2 850	3 900	3 840	2 340	3 510	3 230	5 300	2 640	34,7	-18,3
Commerce & réparation automobile	1 720	2 410	2 460	1 920	3 210	3 290	3 330	2 460	43,0	-25,2
Métallurgie et produits métalliques	2 700	3 360	2 800	2 200	3 000	3 430	3 210	2 340	3,7	-31,8
Équipement électrique, électronique, informatique & machines	2 680	3 550	2 910	2 050	3 570	2 710	2 760	2 070	8,6	-23,6
Autres industries manufacturières	1 590	1 930	2 400	2 010	2 820	2 510	2 330	2 010	50,9	-19,9
Information et communication	2 650	3 300	3 390	2 510	2 990	2 690	2 930	2 010	27,9	-25,3
Activités immobilières	1 140	1 260	1 310	1 520	1 700	1 550	1 750	1 530	14,9	-1,3
Industrie extractives, énergie & gestion des déchets	1 220	1 250	1 380	1 470	1 990	1 860	2 110	1 440	13,1	-22,6
Matériel de transport	1 820	1 910	1 560	2 280	960	1 160	1 080	1 210	-14,3	4,3
Travail du bois, papier et imprimerie	1 120	1 420	1 250	1 310	1 740	1 410	1 130	950	11,6	-32,6
Caoutchouc, plastique & minéraux non métalliques	1 030	1 270	1 460	1 350	1 900	1 280	1 170	940	41,7	-26,6
Industrie chimique, pharmaceutique & raffinage	640	800	940	770	1 080	880	680	710	46,9	-19,3
Textile, habillement, cuir, chaussure	730	710	710	640	550	480	630	440	-2,7	-8,3
Total	172 090	196 180	200 340	185 280	216 480	203 240	193 320	164 740	16,4	-18,9

Source : France Travail, enquêtes Besoins en main-d'œuvre 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024 et 2025

 Hausse > 30 %  Baisse < 30 %

DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT

Le niveau de difficulté à recruter diminue dans la plupart des régions

La part des projets de recrutement considérés comme difficiles est supérieure dans le Grand Est (51,4 %) par rapport au niveau national en 2025 (50,1 %). Par rapport à l'année précédente, la part des projets de recrutement considérés comme difficiles diminue de 3,4 points dans la région Grand Est. Au niveau de la France métropolitaine la diminution est de 7,3 points. Au global, le niveau de difficulté reste cependant élevé, puisque la part des projets de recrutement considérés comme difficiles étaient de 28,9 % en 2016. Le niveau de difficulté à recruter diminue dans la plupart

des régions sauf en Bourgogne-Franche-Comté (+1,6 point). Les plus fortes baisses se produisent dans les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur (-13,3 points), Centre-Val de Loire (-11,5 points), Corse (-11,5 points) et Île-de-France (-11,3 points). En 2025, la part des projets de recrutement saisonniers est supérieure dans le Grand Est (33,6 %) par rapport au niveau national (31 %). La part des projets de recrutement saisonniers est en hausse dans un grand nombre de régions, particulièrement en Bourgogne-Franche-Comté (+5,3 points), dans les Hauts-de-France (+4,6 points) et en Auvergne-Rhône-Alpes (+4,1 points). Au niveau de la France métropolitaine la progression est de 1,2 point.

TABLEAU 8 : DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT ET EMPLOIS SAISONNIERS PAR RÉGION EN 2024 ET 2025

Région	2024			2025		
	Projets de recrutement	Difficultés à recruter (%)	Emplois saisonniers (%)	Projets de recrutement	Difficultés à recruter (%)	Emplois saisonniers (%)
Île-de-France	489 910	53,2	14,1	440 900	41,9	12,2
Auvergne-Rhône-Alpes	321 710	57,2	27,0	275 190	54,7	31,1
Nouvelle Aquitaine	312 890	65,6	41,4	269 420	56,7	42,9
Occitanie	261 810	52,6	38,9	217 960	47,1	42,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	247 630	61,8	40,0	215 330	48,5	39,0
Pays de la Loire	189 340	59,7	33,0	168 770	56,7	34,8
Grand Est	193 320	54,8	31,3	164 740	51,4	33,6
Hauts-de-France	176 530	51,8	24	157 690	44,5	28,6
Bretagne	152 650	59,8	34,8	131 730	55,7	36,1
Normandie	125 340	61,4	26,4	111 810	53,0	27,1
Bourgogne-Franche-Comté	99 450	56,0	26,7	87 350	57,6	32,0
Centre-Val de Loire	100 330	61,6	29,9	86 270	50,1	31,9
Corse	27 180	67,0	15,5	24 450	55,5	60,7
France métropolitaine	2 698 090	57,4	29,8	2 351 610	50,1	31,0

Source : France Travail, enquêtes Besoins en main-d'œuvre 2024 et 2025

La part des projets de recrutement difficiles diminue dans plusieurs secteurs du Grand Est et de la France en 2025


La part des projets de recrutement considérés comme difficiles diminue dans la majeure partie des secteurs. Dans le Grand Est comme en France entière, seul le secteur des industries extractives énergie et gestion des déchets voit sa part de projets de recrutement difficiles augmenter sensiblement (de 32 % à 56 % dans le Grand Est et de 37 % à 42 % en France entière).

À l'inverse, beaucoup de secteurs ont enregistré une diminution de la part de projets de recrutement difficiles, principalement les secteurs du matériel de transport (de 63 % à 31 % dans le Grand Est et de 59 % à 48 % en France entière) et celui des activités immobilières (de 71 % à 57 % dans le Grand Est et de 57 % à 45 % en France entière). La part de projets de recrutement difficiles restent très élevée (supérieure à 65 %) dans les secteurs de la construction, des autres industries manufacturières et du commerce et réparation automobile. (Voir tableau 9, page suivante)

TABLEAU 9 : PART (EN %) DE PROJETS DE RECRUTEMENT DIFFICILES PAR SECTEUR : COMPARAISON GRAND EST / FRANCE ENTIÈRE

Secteur	Part de projets difficiles Grand Est		Part de projets difficiles France entière	
	2024	2025	2024	2025
Activités financières et d'assurance	29,1	30,3	43,1	42,9
Activités immobilières	71,4	56,9	56,6	44,8
Administration publique, enseignement	42,4	41,2	45,2	38,2
Agriculture	44,8	37,8	53,9	45,9
Autres activités de services	43,7	49,5	41,1	37,5
Autres industries manufacturières	69,5	73,1	72,4	68,3
Caoutchouc, plastique & minéraux non métalliques	47,0	43,6	58,5	54,8
Commerce & réparation automobile	73,6	69,1	74,8	69,7
Commerce de détail	40,5	40,5	46,8	37,4
Commerce de gros	59,9	45,1	54,5	47,6
Construction	76,2	74,8	72,7	66,1
Équip. électrique, électronique, inform. & machines	52,5	47,8	61,6	56,2
Hébergement et restauration	61,6	59,4	59,2	50,2
Industrie agroalimentaire	48,0	39,4	59,0	53,8
Industrie chimique, pharmaceutique & raffinage	52,9	45,1	54,0	46,0
Industries extractives, énergie & gestion des déchets	32,2	55,6	36,8	42,0
Information et communication	58,4	50,2	48,1	42,1
Matériel de transport	63,0	30,6	58,8	48,4
Métallurgie et produits métalliques	67,0	61,1	69,4	66,1
Santé humaine et action sociale	63,7	64,1	68,2	63,0
Services scientifiques, techniques, administratifs	57,3	50,9	61,9	51,1
Textile, habillement, cuir, chaussure	49,2	50,0	57,4	54,1
Transports et entreposage	57,8	58,9	54,7	47,5
Travail du bois, papier et imprimerie	55,8	55,8	62,5	58,1
Total	54,8	51,4	57,4	50,1

Source : France Travail, enquêtes Besoins en main-d'œuvre 2024 et 2025

 Part de projets difficiles en hausse entre 2024 et 2025

Les difficultés de recrutement varient fortement suivant les métiers ⁽¹⁾

Le niveau des difficultés de recrutement et le facteur de saisonnalité sont les deux critères qui caractérisent chaque métier dans l'enquête BMO. En 2025, les métiers avec un niveau de difficulté de recrutement supérieur à 65 %, concernent les aides à domiciles et auxiliaires de vie (81 % dans le Grand Est, 80 % en France), les ouvriers mécaniciens


de véhicule (76 % dans le Grand Est, 74 % en France), les infirmiers et sage-femmes (71 % dans le Grand Est, 67 % en France), les cuisiniers (67 % dans le Grand Est, 61 % en France) et les coiffeurs, esthéticiens (66 % dans le Grand Est, 72 % en France). Pour les professionnels de l'animation socioculturelle, le niveau de difficulté de recrutement est sensiblement plus élevé dans le Grand Est qu'en France (respectivement 69 % contre 49 %). (Voir tableau 10, page suivante)


(1) Concerne uniquement les métiers avec plus de 1 000 projets de recrutement en 2025

TABLEAU 10 : PROJETS DE RECRUTEMENT PAR MÉTIER EN 2025 : COMPARAISON GRAND EST / FRANCE ENTIÈRE

Métier	Projets de recrutement Grand Est					Projets de recrutement France entière				
	Nbre	Évol. 2024 2025 (%)	Part en 2025 (%)	Diffic. à recruter (%)	Empl. saison. (%)	Nbre	Évol. 2024 2025 (%)	Part en 2025 (%)	Diffic. à recruter (%)	Empl. saison. (%)
Viticulteurs, arboriculteurs	20 870	-0,7	12,7	35,1	95,8	86 330	-12,3	3,5	43,8	94,9
Agents d'entretien de locaux	5 790	-4,8	3,5	33,3	24,9	84 540	0,4	3,5	44,1	20,8
Agriculteurs	5 650	-2,4	3,4	37,9	83,0	92 940	2,0	3,8	47,8	82,1
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	5 310	-16,2	3,2	45,4	30,5	103 390	-7,1	4,2	41,3	40,7
Professionnels de l'animation socioculturelle	5 150	29,7	3,1	69,3	59,2	63 860	-4,3	2,6	49,1	58,4
Serveurs de cafés restaurants	4 730	-23,8	2,9	59,4	51,0	107 810	-11,6	4,4	49,6	65,1
Employés de libre service	4 230	-10,2	2,6	31,0	44,4	55 750	-5,3	2,3	33,0	41,1
Aides-soignants	4 040	1,3	2,5	60,4	11,1	60 140	3,1	2,5	64,4	16,2
Aides à domicile et auxiliaires de vie	3 570	-14,8	2,2	80,1	6,7	61 330	-9,2	2,5	80,4	13,2
Cuisiniers	3 360	-11,1	2,0	67,3	23,8	56 810	-15,3	2,3	60,7	50,7
Infirmiers et sages-femmes	2 760	1,5	1,7	71,4	8,0	39 070	4,9	1,6	67,3	8,3
Personnels de ménage chez des particuliers	2 480	-11,1	1,5	64,5	22,6	38 530	-7,4	1,6	63,7	21,1
Jardiniers des espaces verts et naturels	2 480	-7,1	1,5	48,8	37,9	31 350	-14,6	1,3	51,2	31,6
Vendeurs en produits alimentaires	2 130	-15,8	1,3	51,6	19,2	34 010	-9,0	1,4	44,7	39,8
Conducteurs routiers	2 010	-16,9	1,2	58,7	9,0	27 870	-4,8	1,1	52,6	15,4
Caissiers	2 000	-9,1	1,2	23,0	46,0	31 790	-1,9	1,3	25,6	42,1
Secrétaires bureautiques et assimilés	1 970	-18,9	1,2	44,7	5,6	29 450	-18,1	1,2	34,7	9,4
Assist. maternels, auxiliaires de puériculture, assistants familiaux et gardes à domicile	1 870	-15,4	1,1	63,6	11,2	22 310	-19,6	0,9	53,4	9,6
Employés de l'hôtellerie	1 750	-21,9	1,1	62,9	45,7	52 360	-6,9	2,2	52,2	71,6
Boulangers, pâtisseries	1 740	10,1	1,1	54,0	8,6	18 010	-4,8	0,7	54,9	14,8
Éducateurs spécialisés et autres intervenants socio-éducatifs	1 720	-3,4	1,0	49,4	3,5	23 710	-10,0	1,0	63,5	11,7
Magasinières et préparateurs de commandes peu qualifiés	1 710	-19,7	1,0	30,4	26,3	32 000	12,3	1,3	30,7	27,9
Agents administratifs	1 680	-17,2	1,0	25,6	20,2	28 960	-8,7	1,2	27,2	11,6
Vendeurs en habillement et accessoires, articles de luxe, de sport, de loisirs	1 660	-26,9	1,0	44,0	30,7	28 030	-14,5	1,2	38,0	44,1
Ouvriers mécaniciens de véhicules	1 610	-17,4	1,0	75,8	1,9	21 620	-20,1	0,9	74,0	4,5
Manutentionnaires et déménageurs peu qualifiés	1 330	-18,9	0,8	33,1	52,6	23 040	-15,3	0,9	34,1	45,7
Coiffeurs, esthéticiens	1 330	-7,0	0,8	66,2	18,8	19 490	-10,6	0,8	71,9	14,0
Attachés commerciaux	1 320	-43,1	0,8	51,5	2,3	23 440	-16,6	1,0	45,8	3,7
Ouvriers peu qualifiés des industries agro-alimentaires	1 250	-39,9	0,8	31,2	72,0	24 550	-16,2	1,0	51,9	51,8
Formateurs	1 250	23,8	0,8	53,6	16,0	17 600	-4,8	0,7	57,8	10,0

Source : France Travail, enquêtes Besoins en main-d'œuvre 2024 et 2025

 Difficultés à recruter > 65 %

 Emplois saisonniers > 65 %

Des difficultés de recrutement supérieures à 70 % en 2025 dans le Grand Est, dans de nombreux métiers

Parmi les projets de recrutement non saisonniers les plus nombreux dans le Grand Est, les difficultés à recruter (DAR) les plus importantes concernent des métiers liés au vieillissement de la population (aides à domicile et auxiliaire de vie, 80,1 % soit 3 570 projets DAR). Des difficultés de recrutement très élevées apparaissent également pour des métiers manuels du BTP nécessitant des compétences et un niveau d'expérience élevé notamment pour les couvreurs (93,6 % soit 780 projets DAR), les maçons qualifiés (83,7 % soit 980 projets DAR), les conducteurs de travaux et chefs

de chantier non-cadres (81,3 % soit 640 projets DAR) et les plombiers chauffagistes (81,1 % soit 1 060 projets DAR). Les métiers de bouche sont également très demandeurs de main-d'œuvre notamment les bouchers (82,7 % soit 520 projets DAR) et les chefs cuisiniers (81,3 % soit 480 projets DAR). Les métiers du transport éprouvent aussi de fortes difficultés à recruter : conducteurs de transport en commun sur route (90,6 % soit 850 projets DAR). Entre 2024 et 2025, les métiers de conducteurs de transport en commun sur route, couvreurs et infirmiers / sages-femmes enregistrent les progressions de difficultés de recrutement les plus fortes, respectivement +21,8 points, +8,8 points et +7,1 points.

TABLEAU 11 : PROJETS DE RECRUTEMENT DIFFICILES PAR MÉTIER DANS LE GRAND EST

Métier	2024		2025	
	Projets de recrutement	Difficultés à recruter (%)	Projets de recrutement	Difficultés à recruter (%)
Aides à domicile et auxiliaires de vie	4 190	78,5	3 570	80,1
Infirmiers et sages-femmes	2 720	64,3	2 760	71,4
Ouvriers mécaniciens de véhicules	1 950	78,5	1 610	75,8
Ouvriers en travaux de façade, d'étanchéité et d'isolation	1 190	83,2	1 080	74,1
Plombiers chauffagistes	1 460	82,9	1 060	81,1
Maçons qualifiés	1 600	78,1	980	83,7
Conducteurs de véhicules légers	930	84,9	900	74,4
Ouvriers qualifiés en menuiserie et en agencement du BTP	950	81,1	870	75,9
Conducteurs de transport en commun sur route	1 090	68,8	850	90,6
Ouvriers en peinture en bâtiment	970	70,1	790	72,2
Couvreurs	1 120	84,8	780	93,6
Autres professionnels para-médicaux	520	67,3	770	70,1
Ouvriers en pose et décoration de revêtements	880	71,6	660	72,7
Conducteurs de travaux et chefs de chantier non cadres	800	78,8	640	81,3
Médecins	580	74,1	640	78,1
Technico-commerciaux	610	65,6	630	74,6
Ouvriers qualifiés de l'extraction et des travaux publics	760	85,5	570	77,2
Employés et professions intermédiaires de l'immobilier	820	81,7	570	75,4
Ouvriers de la maintenance en électricité et en électronique	840	76,2	550	78,2
Carrossiers automobiles	700	87,1	550	74,5
Ingénieurs du bâtiment et des travaux publics, chefs de chantier et conducteurs de travaux (cadres)	550	74,5	530	71,7
Bouchers	750	78,7	520	82,7
Ouvriers en chaudronnerie et tôlerie	700	80,0	510	78,4
Chefs cuisiniers	470	83,0	480	81,3
Conducteurs d'engins du bâtiment et des travaux publics	770	72,7	450	75,6
Techniciens médicaux et préparateurs	610	86,9	410	73,2
Techniciens en mécanique et travail des métaux	380	68,4	400	75,0

Source : France Travail, enquêtes Besoins en main-d'œuvre 2024 et 2025
Champ : projets de recrutement supérieurs à 399 en 2025 avec difficulté à recruter > 70 %

Les difficultés à recruter sont en baisse dans la plupart des départements entre 2024 et 2025

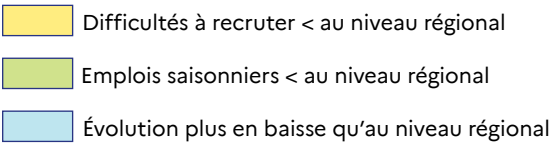
Les difficultés à recruter sont en baisse dans la plupart des départements entre 2024 et 2025, hormis en Haute-Marne et dans la Meuse. Le niveau des difficultés de recrutement

reste élevé dans les départements de la Moselle (57,4 %), de la Haute-Marne (55,3 %) et du Haut-Rhin (55,1 %). Les emplois saisonniers ont augmenté dans plusieurs départements, particulièrement dans la Meuse (+7,1 points) et dans la Marne (+5,5 points).

TABLEAU 12 : PART DE PROJETS DIFFICILES ET D'EMPLOIS SAISONNIERS EN 2024 ET 2025 PAR DÉPARTEMENT

	2024			2025			Évol. 2024 2025 (%)
	Projets de recrutement	Difficultés à recruter (%)	Emplois saisonniers (%)	Projets de recrutement	Difficultés à recruter (%)	Emplois saisonniers (%)	
Ardennes	6 840	56,0	27,5	5 160	49,2	23,8	-24,6
Aube	13 850	53,1	53,4	12 690	50,4	58,9	-8,4
Marne	32 240	47,3	55,8	25 710	44,0	58,2	-20,3
Haute-Marne	4 910	55,2	27,7	4 120	55,3	30,8	-16,1
Meurthe-et-Moselle	21 070	53,5	20,9	18 980	48,9	24,0	-9,9
Meuse	5 690	49,9	35,1	4 430	50,6	42,2	-22,1
Moselle	28 100	58,8	18,6	25 630	57,4	19,9	-8,8
Bas-Rhin	44 080	56,6	23,1	37 500	52,5	26,4	-14,9
Haut-Rhin	25 320	59,4	27,1	20 980	55,1	29,8	-17,1
Vosges	11 230	55,1	29,3	9 540	49,9	28,0	-15,0
Grand Est	193 320	54,8	31,3	164 740	51,4	33,6	-14,8

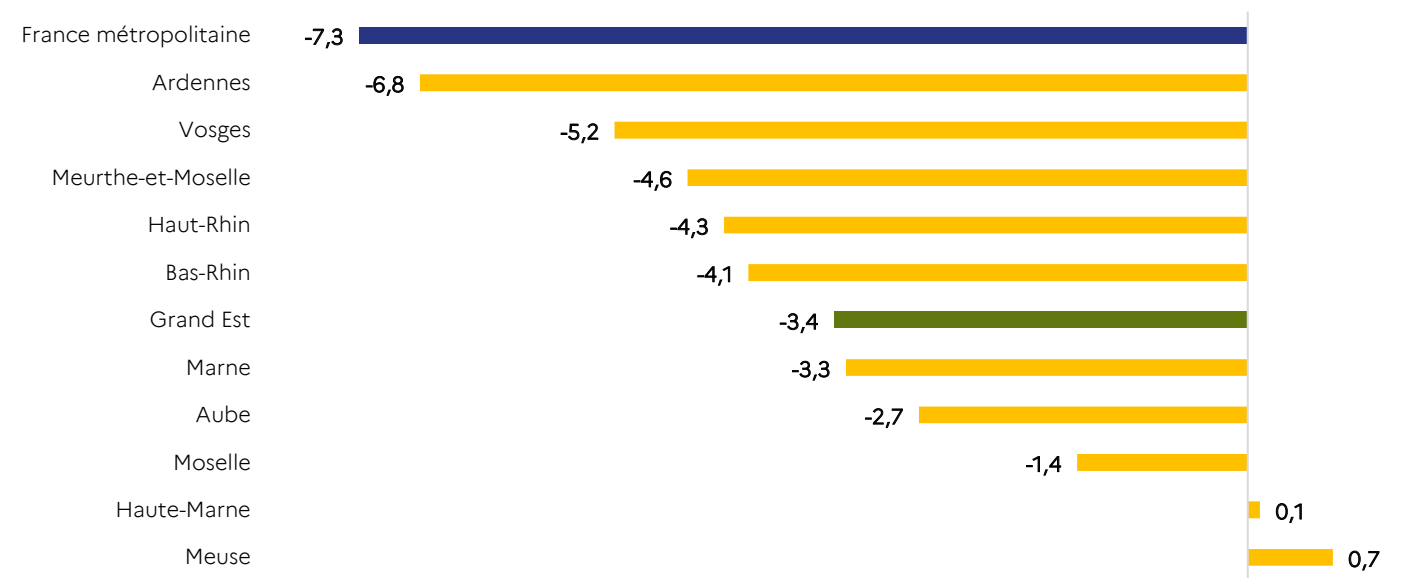
Source : France Travail, enquêtes Besoins en main-d'œuvre 2024 et 2025



Entre 2024 et 2025, les difficultés à recruter sont en baisse au niveau de la région Grand Est comme au niveau national. Les départements sont également concernés par

cette baisse (de -1,4 point en Moselle à -6,8 points dans les Ardennes).

GRAPHIQUE 2 : ÉVOLUTION DU NIVEAU DE DIFFICULTÉS À RECRUTER ENTRE 2024 ET 2025 (EN POINTS)



Source : France Travail, enquêtes Besoins en main-d'œuvre 2024 et 2025

Dans les bassins d'emploi de Longwy, de Saint-Louis, de Sarre-Union / Saverne et dans le bassin sidérurgique, près des deux tiers des projets sont jugés difficiles

Plus de la moitié des projets de recrutement se concentrent sur les bassins d'emploi de Strasbourg (21 330), de Metz (13 170), de Nancy (11 990), de Reims (11 700), de Troyes (9 040), de Colmar (8 520), de Mulhouse (6 700) et d'Épernay (6 720).

Environ 51 % des projets sont considérés comme présentant des difficultés de recrutement dans le Grand Est. Cependant, dans les bassins de Longwy, de Saint-Louis, de Sarre-Union / Saverne et dans le bassin sidérurgique, ce sont près des deux tiers des projets qui sont jugés difficiles. Cette part est inférieure à 40 % à Épernay, Vitry-le-François, et Sedan.

La part des projets saisonniers est particulièrement élevée dans les bassins viticoles champenois d'Épernay (77 %), de Bar-sur-Aube (76 %) et de Sézanne (72 %).

TABLEAU 13 : PART DE PROJETS DIFFICILES ET D'EMPLOIS SAISONNIERS EN 2025 PAR BASSIN D'EMPLOI

Bassin d'emploi	Nb	Difficultés à recruter (%)	Emplois saisonniers (%)	Bassin d'emploi	Nb	Difficultés à recruter (%)	Emplois saisonniers (%)
Strasbourg	21 330	53,2	18,6	Thann / Cernay	1 850	49,2	40,5
Metz	13 170	56,2	21,4	Wissembourg	1 820	44,0	40,7
Nancy	11 990	47,0	20,3	Guebwiller	1 760	51,1	45,5
Reims	11 700	46,8	47,9	Vosges de l'Ouest	1 720	51,7	27,3
Troyes	9 040	50,7	55,1	Meuse du Nord	1 710	45,6	35,1
Colmar / Neuf-Brisach	8 520	53,2	38,5	Remiremont	1 680	52,4	25,6
Mulhouse	6 700	57,9	14,3	Toul	1 670	50,9	49,1
Épernay	6 620	39,7	76,9	Saint-Dizier	1 650	53,3	29,7
Bassin houiller	6 110	56,1	18,5	Lunéville	1 530	54,2	29,4
Molsheim	4 640	48,7	42,2	Vitry-le-François	1 480	39,2	53,4
Bassin sidérurgique	4 360	64,7	13,8	Longwy	1 470	63,3	19,7
Sélestat	4 170	48,0	50,8	Chaumont	1 260	57,1	26,2
Châlons-en-Champ.	3 880	44,3	51,8	Saint-Louis	1 220	68,0	20,5
Épinal	3 850	49,1	25,5	Romilly-sur-Seine	1 220	45,9	54,1
Haguenau	3 350	53,1	21,8	Langres	1 210	56,2	38,0
Meuse du Sud	2 720	53,3	46,7	Briey	1 170	46,2	20,5
Charleville-Mézières	2 690	56,1	16,4	Pont-à-Mousson	1 160	43,1	29,3
Bar-sur-Aube	2 430	51,9	76,1	Sedan	1 090	34,9	24,8
Sarre-Union / Saverne	2 350	68,5	20,4	Rethel	1 030	48,5	38,8
Saint-Dié-des-Vosges	2 290	48,0	34,5	Altkirch	780	52,6	19,2
Sézanne	2 040	44,6	71,6	Revin	350	40,0	31,4
Sarrebourg	2 000	53,0	27,0	Total	164 740	51,4	33,6

Source : France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2025

Difficultés à recruter > 55 %

Directeur de la publication : Louis MAZARI
Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités Grand Est - 6 rue Hirn - 67 000 STRASBOURG
Service études statistiques et évaluation - Bernard FATH - Études décembre 2025 - ISSN 2556-6326
Réalisation : Dreets Grand Est